

ALLOCUTION DU PREMIER MINISTRE
A L'AMBASSADE DE FRANCE D'ALGER

(10 octobre 1983)

Mesdames, Messieurs,
Chers compatriotes,
Chers amis,

Je suis très heureux de me trouver ici au milieu de vous. Il y a trois semaines, j'avais déjà eu l'occasion de venir en Algérie pour une mission que m'avait confiée le président de la République française. Il s'agissait alors de rencontrer le Président algérien CHADLI pour parler avec lui de la situation internationale.

Depuis hier donc, je suis à nouveau en Algérie. Mais il s'agit cette fois d'une visite officielle, la première pour un chef de gouvernement français. Je suis accompagné vous le savez de quatre ministres : Mme Georgina DUFOIX, secrétaire d'Etat à la famille, à la population et aux travailleurs immigrés, M. Charles FITERMAN, ministre des Transports, M. Christian NUCCI, ministre délégué à la Coopération et M. Jean LE GARREC, secrétaire d'Etat qui, auprès de moi, à la charge des problèmes de planification. Nous sommes venus pour discuter essentiellement avec les dirigeants algériens des problèmes qui sont propres à nos deux pays.

La France en effet souhaite mettre en oeuvre avec l'Algérie une coopération exemplaire. C'est le vœu du Président CHADLI et aussi celui du Président MITTERRAND. C'est aussi le vœu de nos deux gouvernements. Une coopération exemplaire, cela signifie que nous voulons faire des progrès importants dans tous les domaines qui peuvent intéresser nos deux pays. Ce voyage est donc d'abord tourné vers l'avenir : son but essentiel reste de trouver une solution à tous les problèmes que pose la coopération franco-algérienne.

.../...

La discussion pour l'instant n'est pas terminée. Nous avons en une première réunion ce matin et les ministres ont continué leurs travaux cet après-midi dans des groupes restreints . Demain, je serai reçu par le Président CHADLI et nous aurons ensuite une nouvelle réunion de travail. C'est donc demain que je pourrai faire exactement le point de toutes les négociations lors de la conférence de presse qui précédera mon départ. Mais il est certain que bien des problèmes ne seront définitivement résolus qu'après la visite du Président CHADLI en France au mois de novembre.

La coopération franco-algérienne est à un tournant. Le Président de la République française lors de la visite historique qu'il a effectuée à Alger, il y a maintenant deux ans, lui avait déjà donné un souffle nouveau. Aujourd'hui je prépare la visite du Président CHADLI en France, qui doit marquer une étape nouvelle dans la coopération entre nos deux pays.

De quelle manière ? Eh bien en mettant sur pied une coopération bilatérale dans des domaines importants comme les transports, l'habitat ou le secteur agro-alimentaire. Des contrats sont déjà signés et les accords sont mis actuellement en bonne et due forme par les ministres. Ils seront bientôt annoncés.

Mais nous voulons aller plus loin, car nous pensons que l'Algérie et la France doivent s'adapter ensemble à la troisième révolution industrielle. La coopération dans ce domaine, c'est bien entendu les problèmes liés aux grands contrats - et nous donnerons des précisions sur ce point - mais c'est aussi une coopération industrielle que nous souhaitons active dans le domaine des télécommunications, de l'automobile, et bien entendu de l'informatique.

A côté de ces problèmes industriels, nous avons également à traiter le vaste problème de la coopération scientifique et technique ainsi que celui de coopération culturelle. C'est ici que se pose le problème des coopérants. M. NUCCI a reçu un grand nombre de leurs représentants. Je n'ignore pas leurs problèmes. Je peux vous dire que nous en avons longuement discuté ce matin et que nous essayons d'y apporter des solutions. Mais laissez-moi vous dire avant tout que, d'une façon générale, la France doit se préoccuper davantage des Français et des Françaises qui vivent à l'étranger. A cet égard, je viens

de créer un poste tout à fait nouveau au secrétariat général du gouvernement, c'est-à-dire à Matignon, afin de prendre en charge les problèmes de tous ces Français et de toutes ces Françaises qui dépendent d'organisations internationales ou qui sont inscrits dans des associations de droit privé ayant un rôle international, afin de ne pas les perdre de vue et d'organiser le cas échéant leur retour en France.

Nous estimons en effet que le problème du retour des Français expatriés ne doit pas se poser pour l'Etat seulement pour les fonctionnaires, mais aussi pour ceux qui ayant travaillé pendant des années dans toutes ces organisations, pourraient très bien, compte tenu des compétences qu'ils ont acquises, être admis dans le corps de l'Etat.

Ce que je viens de vous annoncer, c'est quelque chose de tout à fait nouveau. Car j'estime pour ma part, que ce problème du retour en France des coopérants qui sont en Algérie ou dans d'autres pays n'est pas bien réglé. Il est absolument indispensable que nous prenions des dispositions pour qu'ils soient mieux accueillis et mieux intégrés. En effet lorsque des Français ont bien servi leur pays à l'étranger, il est particulièrement choquant de ne pas les réintégrer en France dans des conditions au moins égales à celles dont ils bénéficiaient dans leur pays d'origine. Un pays dynamique qui regarde vers le vaste monde doit avoir une véritable politique de la coopération. Et croyez bien que nous allons y veiller.

Mais avant de penser à l'avenir il nous faut régler ce qu'on appelle le contentieux franco-algérien ? Pour ma part, je souhaiterais que, le plus rapidement possible, ce terme contentieux disparaisse de notre vocabulaire commun. Autrement dit qu'on ait fait un pas décisif pour trouver une solution à tous les problèmes encore en suspens.

Un premier problème que nous avons abordé avec nos amis algériens, c'est bien entendu celui de la double nationalité franco-algérienne. Je ne vais pas m'étendre sur ce problème difficile qui n'a pu être résolu depuis plus de vingt ans. Mais j'ai tout lieu de penser que demain un accord interviendra sur le problème du service militaire. Les jeunes qui ont cette double nationalité, française et algérienne, pourront en effet désormais opter entre un service militaire en Algérie ou un service militaire en France.

Nous avons également parlé avec nos amis algériens du difficile problème de l'immigration. Nous les avons informé des mesures prises récemment en France . Nous leur avons répété qu'elles visent certes à empêcher l'arrivée de nouveaux travailleurs étrangers. Mais aussi qu'elles visent à ce que les travailleurs qui sont en France dans des conditions régulières et, au premier rang nos amis algériens, bénéficient de mesures nouvelles d'insertion sociale.

Et puis nous en sommes venus aux problèmes qui concernent ce qu'on appelle le contentieux franco-algérien. Vous les connaissez et je voudrais vous donner un certain nombre d'indications afin de vous informer de l'évolution de ces dossiers.

Je dois vous dire tout d'abord que le climat de cette rencontre franco-algérienne est exceptionnel. Nous sommes dans une période où nous pouvons résoudre bien des problèmes. Des moments difficiles, des moments douloureux, certes, ont marqué notre histoire commune, mais la visite du Président de la République en Algérie a bien montré qu'il souhaitait régler l'ensemble des problèmes en cours afin de préparer l'avenir dans les meilleures conditions possibles. Et je dois dire que depuis lors beaucoup de choses ont bougé. Bien entendu je ne peux pas vous assurer que tout sera réglé. Mais je peux vous dire ce soir que sur tous ces problèmes nous allons faire des pas décisifs.

C'est ainsi que des mesures vont intervenir en ce qui concerne les transferts sur salaires et je sais que vous y attachez beaucoup d'importance. Sur les problèmes des biens immobiliers -préemptions, évaluations, possibilités d'arbitrage tant sur le plan judiciaire que par recours à l'autorité- tout un mécanisme est mis en place qui vise à débloquer la situation.

Sur le plan des nationalisations également, nous avons marqué des points. Nous avançons également sur les problèmes de la Sécurité Sociale, et plus spécialement sur celui des pensions de nos amis algériens. Ainsi que sur le problème douloureux -parce que sentimental- des cimetières. En effet si les cimetières sont bien entretenus dans les villes, il ne le sont pas toujours dans les villages. Nos concitoyens rapatriés ont attiré justement notre attention sur ce problème. Nous en avons parlé avec les autorités algériennes qui ont fait preuve -et je les en remercie- d'une grande compréhension. A tel point qu'une solution est en voie d'être trouvée.

.../...

Mes chers compatriotes je sais bien que vous avez des difficultés - tous les Français qui sont à l'étranger en ont - et que vous avez certainement des difficultés spécifiques compte tenu de ce passé franco-algérien. Mais croyez bien que le gouvernement fait tous les efforts souhaitables pour que tous ces problèmes soient réglés ou en passe de l'être.

Je voudrais ajouter que parmi tous les pays qui assument leur développement, l'Algérie est certainement l'un de ceux qui l'assument le plus courageusement. En effet la crise est là. Elle est là pour les pays hautement industrialisés comme le nôtre, mais elle est là aussi pour des pays comme l'Algérie et pour bien d'autres qui n'ont pas atteint son stade de développement.

Un effort considérable est accompli par l'Algérie pour se placer à un niveau qui soit digne de ses potentialités. Cet effort est celui de tout un peuple et vous en êtes les témoins attentifs. On imagine facilement que les problèmes de formation, les problèmes de coopération, les problèmes des élites, le problème des cadres, bref tous ces problèmes que posent le développement ne peuvent être résolus en un tour de main. Ils demandent des années et des années d'efforts.

Je vous demande donc de comprendre que la tâche à laquelle vous participez qui est la vôtre est une tâche capitale. Elle est celle d'abord que toutes les Françaises et tous les Français assument à l'étranger, assurer la réussite d'une coopération exemplaire. Mais en Algérie elle est aussi celle du développement de ce pays.

L'Algérie doit en effet prendre toute sa dimension au nord de cet immense continent africain où il y a encore tant à faire. Aujourd'hui il est vrai ce continent vit des heures tragiques compte tenu des conséquences de la grande crise internationale. C'est la raison pour laquelle dans tout le nord de l'Afrique et plus particulièrement en Algérie, il est essentiel de réussir ce grand défi du développement. Il y va certainement de l'audience de ce pays, dans l'Afrique toute entière.

Voilà ce que très simplement je voulais vous dire mais pour terminer, je voudrais que vous compreniez que, si je vous demande beaucoup à vous qui êtes des Françaises et Français d'Algérie, c'est sans aucun doute à cause des liens exceptionnels qui unissent la France et l'Algérie. Mais je prends l'engagement devant vous que vos problèmes seront étudiés à fond par le gouvernement français et que des décisions seront bientôt prises. Elles le seront d'autant mieux qu'une forme nouvelle de coopération aura été créée entre la France et l'Algérie.